

---

## LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
à l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. XCVI.

---

*Du Vendredi 2 Octobre 1789.*

*Séance du Mercredi soir.*

**C**HACQUE ville réclame sa part dans le nouvel ordre judiciaire. La ville de Clermont-Ferrand demandoit il y a quelques jours l'érection d'un tribunal souverain; les habitans de Courville demandent aujourd'hui l'établissement d'une justice royale.

La ville de Saint-Geniès, en Rouergue, en réclame un d'un autre genre & plus propre à diminuer le nombre des malheureux, en formant un atelier de charité pour lequel elle offre 8000 livres. La ville de Sisteron adhère à la renonciation faite par tous ses représentans à tous ses privilèges; un grand nombre de communautés & de villes de la province de Foix, rectifient aussi la renonciation aux privilèges de la province faite par leurs députés.

Après un compte rendu d'un grand nombre d'offrandes patriotiques, un membre du comité des rapports a rendu

*Tome III.*

Q

compte de l'affaire des quatre citoyens de Marienbourg, dont l'assemblée s'étoit déjà occupée dans la séance du 21 août au soir. Les conclusions du comité de rapport, qui ont été adoptées ultérieurement par le décret, ont été appuyées par le comité de recherches.

On se rappelle qu'à raison des changemens arrivés dans la municipalité de Marienbourg, le prévôt de la maréchaussée s'étoit cru en droit d'attenter à la liberté de quatre citoyens, & de les faire transporter ignominieusement dans la ville d'Avène. Ces quatre particuliers, traités d'abord avec l'appareil des crimes, n'ont subi qu'une légère condamnation de dépens. L'assemblée nationale avoit demandé de plus amples instructions sur cette affaire. M. Robert-Pierre a défendu avec chaleur la cause de ces citoyens persécutés, & il desiroit que l'assemblée prononçât sur cet abus d'autorité, qu'il regardoit comme un attentat à la liberté civile & politique.

M. Emeri, qui a parlé avec beaucoup de force, croyoit cependant qu'il falloit déclarer n'y avoir lieu de délibérer, en réservant aux quatre particuliers de se pourvoir dans les tribunaux, à raison des excès commis sur leurs personnes.

Un autre membre a proposé un arrêté, portant qu'aucune dénonciation ne pourra être faite à l'assemblée que sur des pièces authentiques déposées sur le bureau; ou d'après la certification des faits, aux risques & périls du dénonciateur. L'assemblée n'a point délibéré sur cette motion incidente, qui cependant avoit été appuyée.

Ici M. le président ayant annoncé qu'il alloit se retirer devers le roi, à l'effet de présenter plusieurs décrets à la sanction, a été suppléé par M. de Clermont-Tonnerre; la discussion a été continuée. Plusieurs membres ont repris la parole; les uns pour justifier M. d'Esthérafi, les autres



pour prouver qu'il n'y avoit lieu à délibérer, & quelques-uns pour défendre les intérêts des quatre particuliers. De quatre amendemens qui avoient été proposés, trois ont été délibérés & rejettés; le quatrième a été retiré; alors il s'est élevé dans l'assemblée une sorte de division; une partie des membres avoit insisté avec force, mais inutilement, pour que les quatre malheureux dont la liberté avoit été violée avec tant d'impunité, ne fussent pas renvoyés froidement, sans aucune espérance de justice & d'indemnité; mais la plus grande partie de l'assemblée ayant marqué l'intention d'aller aux voix, M. le président a mis en délibération le décret proposé par le comité des rapports, & il a été adopté & prononcé en ces termes :

« L'assemblée nationale, après avoir entendu le rapport qui lui a été fait de la procédure instruite contre les quatre citoyens de Marienbourg, arrêtés chez eux dans la nuit du 13 août dernier, & transférés ensuite à Avesnes, ainsi qu'il est dit dans le procès-verbal de la séance du 21 août au soir, & de la demande faite à ce même sujet par M. le comte d'Esthérasi, suivant la lettre mentionnée dans le procès-verbal du même mois, a chargé M. le président d'écrire à M. le comte d'Esthérasi, qu'elle avoit vu avec satisfaction que le résultat des recherches qu'elle a fait suivre, démontroit qu'il n'avoit eu aucune part à la détention de ces quatre particuliers, & qu'elle le justifioit en même temps de tout ce qui auroit pu être dit contre lui, à raison de cette affaire, sur le fond de laquelle l'assemblée déclare au surplus qu'il n'y a pas lieu de délibérer. »

Il semble réservé à la capitale de donner l'exemple de tous les sacrifices.

Après s'être armé pour la liberté, après l'avoir conquise dans les murs de la bastille, & avoir fait disparaître par son courage une armée menaçante, ses habitans se sont



empresés de se soumettre à la taxe du quart des revenus. Ce trait de dévouement importe trop à la chose publique, pour ne pas la consigner ici.

« Ce jour, l'assemblée générale convoquée extraordinairement, M. de Vergennes a demandé la parole & a dit :

MESSIEURS,

» Il n'est plus permis à aucun citoyen de rester indifférent sur les malheurs de l'état. Jusqu'ici notre patriotisme n'a consisté, pour ainsi dire, que dans les sentimens de la douleur publique ; aujourd'hui, Messieurs, les maux de la France nous sont connus, ils sont extrêmes ; mais le ministre qui nous en a tracé le tableau si effrayant, nous a en même temps présenté celui de ses ressources.

» Ce n'est plus, Messieurs, sur notre courage & sur nos forces que ce ministre fonde aujourd'hui ses seules espérances, c'est sur nos sacrifices ; & que sont ces sacrifices auprès des dangers que vous avez courus, des dangers que vous avez affrontés ?

» M. Necker nous demande, au nom de la patrie, le quart de nos revenus, & il nous a dit que le salut de la France reposoit sur ce sacrifice. Est-il un citoyen parmi vous qui puisse balancer à le faire, lorsque la prospérité publique en dépend ? Non, Messieurs, des citoyens qui, comme vous, ont risqué leur vie pour la défense de la liberté, n'hésiteront point à sacrifier une partie de leur fortune pour sauver l'honneur de la France.

» Quant à moi, Messieurs, plein de respect pour les décrets de l'assemblée nationale, je m'empresse de vous offrir un nouvel hommage, en vous apportant ma soumission de verser dans le trésor national le quart de mes revenus.

» Votre zèle n'avoit, sans doute, pas besoin d'être excité

par mon exemple ; mais comme tous mes sentimens se sont échauffés au milieu de vous, j'ai cru vous devoir compte de tous les mouvemens de patriotisme dont mon cœur est agité ; & si ma soumission pouvoit entraîner votre adhésion, j'estime qu'il seroit digne de votre sagesse de faire connoître votre vœu par un arrêté qui pût prouver aux représentans de la nation, au roi & à M. Necker, que le respect du district de Saint-Magloire pour les décrets de l'assemblée nationale, égale sa confiance dans leurs effets, & son dévouement entier au bien de l'état. »

L'assemblée a applaudi avec les plus vifs transports à la motion de M. de Vergennes, & après en avoir délibéré, les citoyens qui la composent, jaloux de donner à la nation & au roi, des preuves de leur entier dévouement, ont déclaré à l'unanimité qu'ils adhèrent avec empressement au décret de l'assemblée nationale du 26 du présent mois, & qu'ils concourront, avec un zèle égal & suivant leurs facultés, à son exécution.

L'assemblée a arrêté que MM. de Vergennes, Moreau, Soufflot de Mercy, Pourfin & de Grandchamp, seroient députés à l'assemblée nationale pour lui porter la présente délibération comme une preuve de son respect pour ses décrets, & qu'ils se retireroient ensuite auprès de M. Necker pour lui offrir son hommage : a arrêté en outre qu'elle seroit imprimée, affichée & communiquée, tant à MM. les représentans de la commune, qu'à tous les districts de la capitale.

*Signés sur le registre, Moreau, président, & Pasqueau de Saint-Cyr, secrétaire.*

#### *Séance d'hier.*

Elle a été ouverte vers les dix heures par la lecture d'une lettre de M. Necker, qui demandoit à être reçu



pour entretenir l'assemblée sur sa dernière délibération. M. le président a été chargé de lui répondre qu'il pouvoit se rendre à midi.

M. Knapen, libraire, est venu offrir vingt mille livres de la part du corps de la librairie de Paris : M. le président l'a assuré de la satisfaction de l'assemblée, en l'invitant de sa part d'assister à la séance.

En reprenant la série des questions proposées par le nouveau comité de constitution, on a mis à la discussion l'article suivant :

« Aucun impôt ou contribution en nature ou en argent ne peut être levé ; aucun emprunt manifeste ou déguisé ne peut être fait autrement que par le consentement exprès des représentans de la nation. »

M. Martineau substituoit le mot *décret* à celui de *consentement*, parce qu'autrement, disoit-il, le ministre pourroit, dans la suite, s'arroger le droit de fixer l'impôt par un simple consentement, tandis qu'il ne doit avoir lieu que pour un décret.

M. Desmeunier a substitué les mots *direct* ou *indirect* à ceux-ci, manifeste ou indirect.

M. Barnave vouloit qu'on mit *par l'assemblée des représentans de la nation*.

Ces trois amendemens ont été adoptés.

Alors un député de la noblesse a demandé qu'on ajoutât, qu'*aucun papier-monnoie ne peut être mis en circulation que par le consentement exprès*. &c. M. Moriet appuyoit cette motion nouvelle par la disposition de son cahier.

M. le duc de la Rochefoucault croyoit aussi important d'empêcher au ministre de mettre un papier-monnoie en circulation que de lui ôter la faculté d'emprunter.

MM. Audieu & Frémond ajoutaient à la motion ; *qu'il ne pourroit être fait aucun changement au titre des monnoies.*

C'est en vain que M. Target disoit qu'il y avoit un article particulier sur ces deux objets ; M. de Mirabeau , après avoir prouvé que le papier-monnoie , ou les billets d'état étoient bien différens du papier de confiance , tel que celui de la caisse d'escompte , & que le premier appartenant à la théorie de l'emprunt & de l'impôt , demandoit que cette question ne fût pas séparée de l'article du comité , & que l'amendement fût discuté & jugé.

« Je ne crois pas , a dit M. Frémond , que l'assemblée veuille s'occuper dans la constitution du papier de confiance ; il s'agit du numéraire réel ou fidèle qui ne peut être mis en circulation sans un décret national. »

M. Anson trouvoit plus simple de demander *la division* ; le papier-monnoie , disoit-il , n'est pas précisément un impôt ni un emprunt ; cet objet ne peut pas être joint comme amendement , ni même être compris dans l'article ; il faut en faire un séparé pour les monnoies.

« Le papier-monnoie est un emprunt ou un vol , a repliqué M. de Mirabeau , quand il n'y a pas une représentation fixe , assurée , & disponible ; mais une pareille institution ne peut être faite que par le consentement exprès de l'assemblée nationale : je consens à la division pourvu que l'on traite tout de suite la question. »

MM. d'Aimar & Salé de Choux ont réclamé l'ajournement sur cette question comme très-importante. On est allé aux voix , & l'assemblée a adopté unanimement l'article ainsi rédigé :

« Aucun impôt ou contribution en nature ou en argent ne peut être levé , aucun emprunt direct ou indirect ne peut être fait autrement que par un décret exprès de l'assemblée des représentans de la nation. »



Quant à l'ajournement, il a été accordé & renvoyé au lendemain seulement ; peut-être seroit-ce le cas de rappeler ici ce que M. le directeur-général des finances disoit dans son discours du 24 septembre : « Il faut sur-tout se garder de mal juger des administrateurs de la caisse d'escompte sans les entendre, ils ne demandent pas mieux que de mettre leur conduite au grand jour. »

C'est à eux de juger de quelle influence peut être cet ajournement & cette discussion sur leurs intérêts.

Ici s'est présenté un nouvel ordre de choses. Le premier ministre des finances est venu remercier l'assemblée des sentimens de confiance qu'elle lui avoit témoigné dans sa délibération du 26 septembre. Il a dit que ces sentimens seroient toujours la plus précieuse récompense de ses travaux, & qu'il prioit l'assemblée de recevoir avec bonté l'hommage de sa respectueuse reconnoissance ; il a dit ensuite, qu'en proposant le moyen qui a été adopté, il n'a fait que suivre l'opinion publique sans la prévenir.

Un de MM. les secrétaires, M. Desmeuniers, a fait ensuite lecture de la conversion du plan de M. le directeur-général, en projet de décret divisé en trois parties ; la première est relative aux revenus & dépenses fixes, & composée de onze articles ; la seconde est relative aux besoins extraordinaires, divisée en dix-huit articles ; la troisième, relative au moment présent, est très-abrégée. Dans la première, qui présente le tableau des économies & de réductions proposées par le directeur-général, on ne voit pas sans intérêt que le sort du soldat va être amélioré ; qu'il est possible de faire encore des réductions sur les pensions qui passent une certaine somme, & que les économies rappelées dans le rapport du comité des finances, pourront être encore fort augmentées après un nouvel examen. La seconde partie offre des détails très-intéressans sur la



forme de cete taxe d'un quart des revenus, momentanée il est vrai, mais qui, selon le projet de décret, n'aura lieu que cette fois, & ne pourra être reproduite pour quelque cause que ce soit.

Cette contribution extraordinaire & patriotique sera proportionnelle étant prise sur les revenus; elle sera juste étant prise déduction faite des charges foncières, impositions, intérêts payés pour billets & obligations, & pour les rentes constituées, &c.; on donnera deux & demi pour cent de l'argent monnoyé qu'on gardera en réserve.

Personne ne fera inquiété ni recherché sur les déclarations qui seront faites devant les municipalités avant le premier janvier 1790, sur des registres ouverts à cet effet & remis aux collecteurs ordinaires.

Le paiement de cette contribution sera fait en trois termes; le premier, d'ici au premier avril 1790; le second, du premier avril 1790 au premier avril 1791; & le troisième, du premier avril 1791 au premier avril 1792.

Ceux qui acquitteront l'entière contribution en un seul paiement, auront droit à la déduction de l'intérêt légal.

Ceux qui n'auront que 400 liv. de revenu ne paieront rien, leur offrande sera libre, de même que celle des ouvriers & journaliers.

Dans la troisième partie, on s'occupe de l'argenterie des églises, qui sera reçue à raison de 55 livres le marc en *récépissé* de six mois & sans intérêts. Ces quittances seront reconnues comme argent comptant dans la constitution patriotique....

La vaisselle sera reçue à 58 livres le marc.

Après la lecture de ces divers articles soumis au jugement de l'assemblée, M. le directeur-général l'a priée de recevoir, en signe de zèle & d'exemple, une taxe de cent mille livres qu'il s'imposoit lui-même : « Je déclare avec

vérité, a-t-il ajouté, que je l'ai fixée au-dessus de mon revenu. »

L'histoire nous peint Sully donnant à Henri IV le prix provenant de la vente de ses bois ; c'est à nous à peindre M. Necker portant une partie de ses revenus à la nation & au roi, qu'il sert plus heureusement encore par ses mémoires.

M. le président lui a répondu : « Aucun de vos sacrifices n'étonne l'assemblée nationale ; elle me charge de vous en témoigner sa satisfaction, sur le surplus elle délibérera. »

Le premier ministre des finances s'est retiré ; M. de Cazalès a demandé la division du mémoire, pour s'occuper dans le moment des parties urgentes, & ajourner la première, relative aux réductions & aux économies, pour être examinées avec soin.

M. de Mirabeau a remarqué plusieurs expressions, & des membres de phrases qu'il falloit changer ; que les pensions réduites, quant à présent, suivant le plan proposé, pourroient l'être davantage, autant que l'équité & les convenances politiques le permettront ; que la formule des déclarations soit bornée aux mots *je déclare* ; ces mots, *avec vérité*, étant la même chose qu'un *serment* ; que les représentans de la nation avoient rempli leur devoir envers les commettans, en annonçant que les réductions, les retranchemens & les réunions, indiquées dans la première partie, sont acceptées, quant à présent, sans entendre borner ses travaux & les recherches sur ces objets essentiels.

MM. de Clermont-Tonnerre, Duquesnoi, de Virieux & Garat soutenoient la nécessité d'adopter les réformes projetées & les articles proposés.

M. Pethion faisoit observer l'impossibilité d'adopter des



réductions qui pouvoient être portées à des termes plus forts , & celle d'accorder l'impôt de 15 millions qui , par un décret précédent , devoient être répartis au profit des anciens contribuables ; & vouloit que les plans des tailles , sur lesquels les réductions & les économies étoient fondées , fussent examinés ; autrement ce seroit , disoit-il , des promesses vagues & illusoires. Il faut renvoyer au comité des finances pour l'examen des articles projetés. »

M. Chapelier & M. Duport pensoient qu'on pouvoit adopter ce décret comme *plan* ou *mémoire* seulement , en publiant la première partie ; mais qu'il falloit prendre garde d'affaiblir le moyen des finances propres à obtenir la constitution.

MM. Glézen , Anson , le duc de Mortemart & la Jaqueminière ont discuté l'article des 15 millions ; M. Regnaud propoisoit de présenter dans une adresse les bonifications & améliorations détaillées dans le rapport du comité.

Jusques-là , personne n'avoit encore touché au moyen qui seul pouvoit faire admettre le projet de décret présenté à la délibération de l'assemblée ; pouvoit-on oublier cependant que tous les mandats sont uniformes sur la défense de voter l'impôt ou l'emprunt le plus léger , avant d'avoir établi la constitution ? Qui auroit osé méconnoître cette sage prévoyance de ses commettans , & exposer la nation à vivre sans loix constitutionnelles , après avoir tant sacrifié pour les obtenir. C'est à l'histoire des états-généraux , de ces foibles dirées de la nation , à nous rappeler sans cesse l'astuce profonde des gouvernemens , & la nécessité d'obtenir des droits avant d'accorder des tributs. M. Broussaire est le premier qui ait fait sentir l'intérêt de faire accepter la partie de la constitution , déjà délibérée , avant de porter au roi le décret qui doit établir la taxe extraordinaire. Voici la motion qu'il a laissée sur le bureau :

» L'assemblée s'occupera de l'examen du plan du premier ministre des finances. Les changemens qu'elle y proposera ne seront définitivement arrêtés qu'après que le comité des finances en aura conféré avec M. Necker, & après que le comité aura fait le rapport à l'assemblée, des observations que le ministre pourra faire au sujet des changemens proposés.

» L'exécution du plan du premier ministre des finances ne pourra être définitivement adoptée, qu'après que les bases de la constitution, que l'assemblée a posées par ses décrets, seront acceptées par le roi ».

M. le vicomte de Toulangeon a suivi cette idée avec force ; il croyoit qu'on ne pouvoit présenter à la nation la loi d'un impôt le plus fort qu'elle ait jamais supporté, sans lui présenter en même temps le gage de sa liberté, revêtu de *l'adhésion royale*. Il proposoit une nouvelle motion avec une formule conçue en ces termes :

« Je propose que les articles comprenant la déclaration des droits de l'homme, & les principes de la constitution, déjà arrêtés par les décrets de l'assemblée, soient réunis ou présentés simultanément au roi, avec le décret relatif à la taxe patriotique & au plan de finances, pour recevoir la signature & l'adhésion de sa majesté, par une formule équivalente à celle-ci :

» Je reconnois les présens articles, comme principes de la constitution française, & je m'oblige d'en conserver les droits & d'en maintenir l'exécution, de toute la force du pouvoir qui m'est confié par la nation ».

M. de Toulangeon desiroit encore que l'assemblée arrêtât, quant au pouvoir judiciaire, qu'il ne pourroit être exercé que par des juges électifs & amovibles aux termes de la loi.....

M. de Mirabeau est trop versé dans l'histoire des gou-



vernemens, & connoît trop bien les efforts qu'il en coûte aux peuples en conquérant leurs droits, pour ne pas saisir l'opinion ouverte par MM. Broustarec & de Toulougeon: il l'a développée avec son éloquence ordinaire; il a proposé de faire de la première partie le préambule du décret, & d'adopter les autres deux parties. D'après la *dictature financière* que nous avons donnée, disoit-il, à M. le directeur-général, nous ne pouvons nous refuser au plan d'économie qu'il nous propose; ce sera une promesse de soulagement & une source de consolation pour les peuples. Ainsi je propose qu'il soit arrêté d'envoyer le projet de décret proposé par le premier ministre des finances à la section du comité des finances, composé de douze personnes, pour en combiner avec lui la rédaction, de manière que la première partie du projet du ministre devienne le préambule du décret, & soumette cette rédaction à l'assemblée. Arrêté en outre que le président se retirera devers le roi, à l'effet de présenter à son acceptation les divers articles déjà délibérés de la constitution ainsi que la déclaration des droits.

On a demandé la priorité pour la rédaction de M. de Mirabeau; & l'on alloit aux voix, lorsque M. Duval Desprémenil, distinguant *acceptation* de la *sansction*, a dit que les motions tendoient à déclarer formellement que l'acceptation ne sera pas libre. Je n'entends pas décider la question, mais je ne crains pas de l'aborder, il faut le discuter, & ce n'est pas à l'occasion d'un plan de finances qu'on décide une si grande question. Je demande la *division* de la motion, & que la question qui concerne l'acceptation de la constitution soit discutée.

M. de Casalès appuyoit la demande de la division, & M. l'abbé Maury demandoit en vain à être entendu.

Voilà bien de l'éloquence, perdue sans doute; il a suffi

que M. Barnave ait observé que la sanction est un acte légal établi seulement par la constitution.

Ainsi, disoit-il, avant la sanction portée par la constitution, il n'y a que l'acceptation. Le roi ne peut donc pas refuser la constitution.

On auroit pu réfuter encore M. Despréménil, en lui rappelant ce trait du rapport du comité de constitution, par M. Mounier. « Il entend parler de la sanction établie par la constitution & non pour la constitution ; c'est-à-dire de la sanction nécessaire aux actes législatifs ».

Comment en effet le roi auroit-il le droit de s'opposer à la constitution, c'est-à-dire, à la liberté de son peuple ? Il doit sans doute en accepter, en ratifier les dispositions pour lui, pour ses successeurs ; mais il n'est pas le maître de s'y refuser : autrement un seul homme, parce qu'il est le chef de la nation, auroit le droit de lui dire : « Voilà votre volonté, ce n'est pas la mienne. Voilà vos moyens d'être heureux & libres, je ne les adopte pas. Voilà votre distribution des pouvoirs, elle me déplaît ; voilà les bornes que vous avez mises au mien, je les remplacerai ; voilà le projet de législation auquel vous voulez vous soumettre ; voici mon code, & vous vivrez sous cette loi ».

Ce langage auroit droit de surprendre une nation libre ; mais il ne lui sera jamais adressé par un monarque dont le caractère connu est la justice & l'amour pour ses peuples ; c'est ce que l'assemblée nationale a pensé en décidant presque unanimement que la division demandée par M. Duval Despréménil ne seroit pas accordée.

On est allé ensuite aux voix sur la motion de M. de Mirabeau, qui a été accordée.

En conséquence le comité va s'occuper de la rédaction des articles de la déclaration des droits & de la constitu-



( 187 )

tion, délibérés jusqu'à ce jour. Jamais séance n'a été plus intéressante. La destinée de la France tenoit sans doute à la fixation d'un impôt aussi extraordinaire, & à l'acceptation solennelle des grandes bases de la constitution.

---

### AVIS.

On s'inscrit, à Paris, chez Cussac, Libraire, au Palais-Royal, N<sup>os</sup>. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.